

la LETTRE

de la Délégation Française FN/RBM
au Parlement européen



Délégation Française FN/RBM
Parlement européen

La vie n'a de prix que par le dévouement à la vérité et au bien - Renan

ÉDITORIAL

**Avec le réveil des peuples
européens, l'heure des comptes
a sonné pour Bruxelles !**



Madame, Monsieur,

Dans nombre de pays européens, les consultations électorales qui se suivent, et les sondages qui se succèdent, annoncent une prise de conscience de grande ampleur de la part des peuples européens face à la politique mondialiste catastrophique de l'Union européenne.

Le Front national a obtenu un score inégalé lors des élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, confortant sa place de premier parti de France. Nos amis autrichiens du FPÖ et italiens de la Ligue du Nord viennent de remporter de très beaux succès lors de consultations locales. Le peuple danois, qui s'était déjà distingué en 1992 en refusant le Traité de Maastricht en son état, vient de rejeter un nouveau projet de transfert supplémentaire de souveraineté. En Suisse, bien que le pays ne subisse pas la totalité des maux qu'engendre Bruxelles, l'UDC est désormais devenue la première force politique du pays -et très souvent le référent lors des référendums d'initiative populaire.

En 2016, le peuple britannique pourrait, pour ce qui le concerne, décider d'une sortie de l'Union européenne ou, pour le moins, d'un nouveau Traité d'adhésion donnant moins d'emprise à la dérive fédéraliste, ce qui aurait des conséquences majeures dans l'ensemble de l'Union européenne ...

Les peuples européens ont, progressivement mais profondément, pris conscience que l'Union européenne ne les protégeait pas contre le terrorisme, la mondialisation, la submersion migratoire ou l'atonie de la croissance mais qu'elle était au contraire à l'origine de ces fléaux, ou qu'elle les amplifiait.

Les peuples européens ont désormais la capacité de mettre fin au cauchemar bruxellois ; le Groupe ENL est en première ligne de ce combat.

Marine Le Pen
Co-présidente du Groupe ENL

Le mot du chef de la Délégation



*Dénoncer, combattre et
proposer : notre combat continu à
Bruxelles et à Strasbourg.*

Notre présence, notre action, notre investissement ne sont plus à démontrer au sein du Parlement européen.

Tant dans les commissions, les délégations qu'en séance plénière, nous sommes ceux qui révèlent, qui dénoncent, mais aussi qui proposent.

Pensant avoir un long fleuve tranquille devant eux pour la présente mandature, les europhiles et mondialistes associés du PPE, du PSE, de la ALDE, des Verts et de la GUE ont vu se dresser contre eux des défenseurs de l'identité et du droit des peuples, mais aussi de la véritable civilisation européenne, fondée sur nos racines chrétiennes.

Notre présence massive, désormais considérablement renforcée par la constitution de notre groupe en juin dernier, dresse une première digue contre le monôme euro-mondialiste.

En attendant, demain, avec l'appui des peuples européens, de le renverser.

Edouard Ferrand
Chef de la Délégation FN/RBM
au Parlement européen

SOMMAIRE

Page 1
- **Éditorial de Marine Le Pen**
Mot du chef de la Délégation

Pages 2 et 3
- **Actualités des membres
de la Délégation FN/RBM
au Parlement européen**

Page 4
- **Tribune libre de Bruno
Lemaire : L'Euro, un échec
inéluable ?**

Les déplacements des députés de la Délégation FN/RBM

➔ Visite des Présidents et Vice-présidents de la Fédération des Syndicats des Hôteliers, Cafetiers, Restaurateurs et Exploitants de Discothèques de Haute-Savoie



Les députés ENL ont reçu la visite les 10 et 11 novembre derniers de la délégation de Présidents et Vice-présidents de la Fédération des Syndicats des Hôteliers, Cafetiers, Restaurateurs et

Exploitants de Discothèques de Haute-Savoie. Cette visite, parrainée par **Dominique Martin** et **Edouard Ferrand**, a permis d'organiser une séance de travail au cours de laquelle les invités ont pu échanger sur des questions et problèmes qui les concernent directement. Les députés **Marie-Christine Arnautu** (membre de la commission transport et tourisme), **Dominique Martin** (membre de la commission emploi), et **Edouard Ferrand** (membre de la commission agriculture), se sont prêtés au jeu des questions-réponses, pour le plus grand plaisir des invités qui sont repartis heureux et satisfaits d'avoir enfin été écoutés.

➔ Visite des producteurs de Tokay



Edouard Ferrand s'est rendu du 3 au 5 novembre en Hongrie, à l'invitation de producteurs de Tokay, afin d'étudier sur place les perspectives de la viticulture européenne d'exception dans un marché de plus en plus mondialisé.

Après une visite de deux domaines de renom, une table ronde s'est tenue avec des producteurs. L'accent a notamment été mis sur la défense des productions de qualité et surtout des droits de plantation, dont nous défendons le maintien face aux pressions tant de l'OMC que la Commission européenne.

➔ **Joëlle Mélin**, député européen, reçue avec la délégation du Parlement européen au Ministère de l'intérieur chilien

Conviée à la **XXI^e convention interparlementaire EU-Chili**, la députée **Joëlle Mélin** a pu être reçue avec d'autres députés par différents hôtes très attentifs: les ministres de l'intérieur, des Affaires Étrangères, de l'économie, de la Femme, ainsi que par de nombreux ambassadeurs européens au Chili. Elle a aussi été reçue



au Sénat. Ces échanges ont été chaleureux, confirmant que le Chili est un pays de tradition chrétienne et en permanente expansion économique. Il doit donc être considéré comme un de nos plus légitimes interlocuteurs en Amérique latine.

➔ **Gilles Lebreton** au Congrès Américain

Gilles Lebreton est allé à Washington pour rencontrer les négociateurs américains du Traité transatlantique de libre-échange (TAFTA). Il a discuté avec eux pour cerner leurs intentions, et compenser ainsi l'absence dramatique d'informations données sur cette négociation par la Commission de Bruxelles. C'est ainsi qu'ils lui ont fait part de leur hostilité aux Appellations d'Origine Protégée, auxquelles la France est cependant très attachée.



Les interventions au Parlement européen



Louis Aliot

louis.aliot@europarl.europa.eu
Bruxelles : +32(0)2 28 45166 - Strasbourg : +33(0)3 88 1 75166

>>> En tant que membre de la commission du contrôle budgétaire, **Louis ALIOT** appelle régulièrement à un contrôle objectif et transparent de l'utilisation des fonds européens. Il a ainsi interpellé la

Commissaire Marianne Thyssen, chargée de l'Emploi et des Affaires sociales à effectuer des contrôles sur les nombreux fonds destinés aux populations nomades et aux communautés marginalisées. Dans son intervention, le député du Sud-Ouest a souligné qu'il ne faut pas confondre les termes car ces populations sont très diverses de part leur origines, leur histoire et leurs traditions. La Commission européenne devrait adapter les fonds aux spécificités des populations et mieux cibler les dépenses et projets sur le terrain, les principaux problèmes étant liés à la surmortalité infantile, aux problèmes sanitaires, au mariage forcé, à la déscolarisation des enfants et au trafic de drogue dans les quartiers. Toujours dans le cadre du contrôle budgétaire, **Louis Aliot** a demandé que soit conduite une étude sur le contrôle de ces fonds et les résultats observés.



Marie-Christine Arnautu

marie-christine.arnautu@europarl.europa.eu
Bruxelles : +32(0)2 28 45529 - Strasbourg : +33(0)3 88 1 75529

>>> Immigration, absence de frontières et terrorisme ne seraient pas liés affirment en cœur les eurocrates de la Commission aux peuples européens sidérés. Quant à la Turquie, elle serait blanche comme neige dans le dossier syrien et, malgré sa gestion cynique des flux migratoires, pas question de mettre un terme au processus de libéralisation des visas entre l'UE et la Turquie !



Mylène Troszczynski

mylene.troszczynski@europarl.europa.eu
Bruxelles : +32(0)2 28 45589 - Strasbourg : +33(0)3 88 1 75589

>>> **TISA** - Accord de libre échange sur les services. Coup de tonnerre en **IMCO** : la commission du marché intérieur ne se prononcera pas sur le **TISA** suite à la neutralisation de l'offensive ultralibérale de ses membres grâce au vote des députés **ENL** présents qui fut déterminant. Il est inacceptable que ce texte n'exige pas la réciprocité dans les négociations, qu'il présente des clauses de libéralisation irréversible et l'établissement d'un tribunal d'arbitrage.



Dominique Bilde

dominique.bilde@europarl.europa.eu
Bruxelles : +32(0)2 28 45742 - Strasbourg : +33(0)3 88 1 75742

>>> Alors qu'en France, la liberté sur internet ne cesse de reculer, notamment depuis la loi « **Big Brother** » sur le renseignement, les députés Front

National au Parlement européen se sont majoritairement positionnés en faveur du principe de neutralité du net en discussion au niveau des instances européennes depuis plusieurs mois. Les membres du groupe **Europe des Nations et des Libertés** ont ainsi voté mardi en séance plénière à Strasbourg un texte permettant le renforcement de l'encadrement de la politique commerciale des opérateurs du marché des communications électroniques afin de garantir ce principe de neutralité du net et de lutter contre les tentatives de discrimination menées par certains opérateurs.

Non seulement les élus du **Front National** continuent donc de se battre pour les libertés individuelles, mais encore ils ont taché de défendre la compétence des États-Membres en la matière.

Alors que le projet de marché unique numérique lancé par la **Commission Junker** met en péril ces libertés en favorisant, notamment par la réforme du droit d'auteur, la détention par les multinationales d'un monopole liberticide de la création, le **Front national** continuera de défendre toutes les libertés face aux tentations totalitaires d'une minorité.

Philippe Loiseau

philippe.loiseau@europarl.europa.eu
Bruxelles : +32(0)2 28 45227 - Strasbourg : +33(0)3 88 1 75227



>>> **Philippe Loiseau** est intervenu, de façon souvent conjointe avec son collègue **Edouard Ferrand** en Commission Agriculture, ainsi qu'en Commission Commerce international, pour s'opposer aux discussions visant à faire aboutir le **Traité transatlantique**, destructeur programmé de nos entreprises, de nos emplois, et plus singulièrement de notre agriculture et de notre sécurité alimentaire.

EXPOSITION



➔ **50 ans après la décolonisation, quelle reconnaissance pour les Harkis au sein de l'Union européenne?**
Louis ALIOT a rendu hommage aux Harkis en organisant au sein du Parlement européen à Strasbourg une exposition et une conférence sur le drame des Harkis et la nécessité d'une reconnaissance de la part de l'Union européenne.

CONFÉRENCE



➔ **Louis Aliot a pris l'initiative d'un dialogue nouveau entre les peuples africains et européens.**

Après avoir saisi le président de la République française et les institutions européennes, le député du Sud-Ouest a invité des représentants de la diaspora congolaise au Parlement européen à Bruxelles pour une conférence qui a fait tout particulièrement écho aux dernières exactions orchestrées par Denis Sassou Nguesso lors du référendum du 25 octobre dernier destiné à lui permettre de brigue un troisième mandat pourtant interdit par le texte constitutionnel en application.

Par sa prise de position incisive sur le pouvoir dictatorial et non légitime en place au Congo, Louis Aliot a su écouter une population en souffrance faisant l'objet de massacres, de répressions, mais aussi d'actes de torture. À travers les échanges tenus entre les différents participants, l'idée selon laquelle l'avenir de l'Europe dépend directement de la stabilité du continent africain a été mise en lumière.

➔ **Philippe Loiseau a assisté, le 14 octobre dernier, à une conférence organisée au sein du Parlement, dont le thème était : "L'impact du TTIP sur l'agriculture des pays européens"**. Au beau milieu d'une assemblée d'eurodéputés béats, il a rappelé l'importance de thèmes qui sont, pour l'instant, totalement écartés de ces négociations : étiquetage des produits, traçabilité (notamment pour la viande)... Au sein de la Commission Agriculture, il se bat fréquemment contre ce traité transatlantique qui placerait l'agriculture française, via l'Europe, au crochet des États-Unis, de leur bœuf aux hormones ou de leurs poulets lavés au chlore.

FORUM



➔ **Saint Petersburg, Forum Féminin Eurasien organisé par Valentina Matvienko, Présidente du Conseil de la Fédération Russe.**
Mylène Troszczynski y a exposé les idéologies néfastes pour la femme et la famille imposées aux états par l'UE sous l'impulsion de puissants lobbys subversifs. Elle a dénoncé tout ce qui contrevient à nos valeurs et empêche la préservation de notre patrimoine naturel et culturel: le respect de la vie de sa conception à son terme c'est respecter la nature, respecter la planète et les peuples qui la composent.

Colloque organisé par la FENL (Fondation Europe des Nations et des Libertés) et par le Club Idées Nation à Paris le 21 novembre.



➔ Tribune libre de Bruno Lemaire, Professeur Émérite à HEC et co-animateur du colloque

Je n'ai pas la prétention de vouloir synthétiser en quelques lignes les interventions des professeurs Bagnai, Sapir, Rosa et Werrenbrouck, et de MM Gérard et Holbecq, ni d'en faire un « best of ».

Disons que cette « tribune » va simplement évoquer ce qui m'a particulièrement marqué. Ce sera donc une vision partielle et sans doute partielle traduisant ce que j'ai retenu de ce colloque, dont l'enregistrement complet figure sur le site du Club Idées Nation

Les intervenants faisant tous parti du « Front anti-euro » appelé de ses vœux par le professeur Jacques Sapir, il n'est pas très étonnant qu'ils soient tous tombés d'accord pour déclarer que l'Euro était un échec, même si les arguments pour le dire ont été fort différents.

Quatre interventions m'ont spécialement marqué.

Le professeur Bagnai a pris l'exemple de l'Italie pour montrer à quel point une union monétaire était déjà très difficile dans un même pays, dès lors que le poids économique des différentes régions, ainsi que leur sociologie, étaient très différents de l'une à l'autre.

“Pour une zone de 11, 12, 18 pays différents par la culture, par la langue, par leurs traditions, par leur industrie, l'échec était quasiment inévitable.”

Un autre intervenant, tout en constatant l'échec de l'Euro, a voulu adoucir le trait, en affirmant que l'Euro aurait pu marcher, en s'y prenant tout autrement, mais que sa disparition était devenue maintenant inévitable.

Le professeur Rosa, en digne libéral, s'est élevé contre le principe des taux de change fixes. Pour lui tout pays devrait avoir sa propre monnaie, pour permettre aux ajustements économiques, et en particulier ceux des échanges de biens et services, de se faire librement, sans contraintes.

En tant qu'animateur je me suis permis de suggérer que pour permettre ces ajustements, jouer sur les prix n'était pas la seule solution, puisque l'on pouvait aussi atteindre ces équilibres en jouant sur les quantités. C'était d'ailleurs ce qu'avait suggéré l'ONU, dans sa charte de la Havane, au moment de la création de l'OIC (Organisation Internationale du commerce), l'ancêtre de l'OMC.

“L'esprit de cette charte était d'inciter chaque pays exportateur net à importer davantage, et/ou à diminuer ses exportations, afin d'équilibrer

les échanges respectifs entre nations, la variable d'ajustement n'étant pas prioritairement les prix, mais les quantités échangées.”

Le professeur Sapir, quant à lui, a pris un autre angle d'attaque. Pour lui, l'euro n'a pas vraiment servi à lutter contre la prédominance du dollar US, même si cela pouvait être l'un des objectifs initiaux de sa création. Bien au contraire, son existence est plutôt une aide pour le dollar, et c'est l'une des deux raisons qui expliquent le soutien de Washington à la zone euro et aux mesures prises par Draghi.

La deuxième raison va au-delà du rôle particulier de l'euro, et concerne le système monétaire mondial, deuxième sujet important du colloque.

“Pour Jacques Sapir, il faut refondre entièrement le système monétaire international, moribond depuis près de 45 ans, et qui continue à profiter aux USA. Mais, pour cela, il faudrait que l'euro disparaisse.”

C'est au niveau de ce dernier point, nouveau système monétaire international, que les avis des divers intervenants sont les plus divergents, même si beaucoup souhaitent une banque de France libérée de la BCE mais plus docile, voire aux ordres de l'État français. C'est ainsi que le professeur Warrebrouck souhaite que la Banque de France puisse émettre des euros français, sans consultation et indépendamment d'éventuelles directives de la BCE.

André Jacques Holbecq, pour sa part, réclame que l'on supprime le droit de « battre monnaie » accordé aux banques commerciales, aux banques de second rang, et que la Banque de France puisse émettre chaque année l'équivalent de 100 milliards d'euros – sous la forme de francs nouveaux – à la fois pour aider l'économie française et pour rembourser les intérêts de la dette publique. Cette position, qui pourrait faire l'objet d'un nouveau colloque sur ce que certains appellent le « cent pour cent monnaie » est assez loin des positions du professeur Rosa qui, pour sa part, souhaite simplement pouvoir disposer d'une monnaie libérée de toutes entraves et donc fluctuer hors de toute régulation contraignante.

“Autre divergence remarquée : la façon de sortir de l'Euro, de façon ordonnée ou brutale, reste un point délicat, qui n'a pas vraiment été abordé à fond, même si chaque intervenant est d'accord sur son bien fondé.

Sujet trop politique peut être ?”



Joyeux Noël
2015



Marine le Pen en compagnie des chefs de délégation du Groupe ENL

Groupe Europe des Nations et des Libertés - Lettre d'information de la Délégation FN/RBM au Parlement européen - N° 2

4^{ème} Trimestre 2015 / Rue Wiertz – ASP 01H242 – 1047 Bruxelles
/ Le Groupe ENL est financé par le Parlement européen (budget 400) et a la seule responsabilité de cette publication / Directeur de la publication : Edouard Ferrand / Maquette : Franck & Com
/ Imprimerie : Franck & Com / Dépôt Légal : 4^{ème} Trimestre 2015
/ N° de commission paritaire : en cours de renouvellement / Crédits photos : ©Parlement-européen

Nous contacter :

Groupe ENL

288 boulevard Saint Germain
75007 PARIS

Edouard Ferrand
edouard.ferrand@europarl.europa.eu